

de qui résulterait d'une initiative prise par Oahrid, qui aurait demandé, d'après les nouvelles qui viennent de Versailles, que la discussion eût lieu dans les bureaux.

L'impression de la séance d'hier est généralement pénible; il est vivement à regretter que la gauche n'ait pas su se posséder davantage et n'ait pas permis à M. Rouher de parler librement. A coup sûr il est douloureux que les députés de la Corse aient renvoyé à l'Assemblée un des hommes qui ont fait le plus de mal à la France; mais enfin, puisque le suffrage universel a prononcé, il faudrait que la gauche, qui flétrit avec raison les sordides révoltes de la majorité contre les derniers choix du scrutin, se résignât à subir cette erreur de électeurs. Ce qu'il est plus difficile de tolérer, c'est l'étrange prétention de la droite de vouloir imposer à la république une solidarité dans les malheurs de la France, égale à celle de l'empire, ainsi que semble avoir voulu le faire M. Prax-Paris, dans sa ridicule parodie du mot de M. Laurent Pichat: «Eoutez, M. Rouher!»

Que l'on doive subir les bonapartistes élus au sein de l'Assemblée, nul doute; mais qu'on ose charger d'une part dans les crimes de l'empire ceux qui ont essayé vainement de réparer tant de malheurs, c'est réellement dépasser, par la mauvaise foi, ce qu'il est permis à la patience humaine de supporter.

Le bruit est général aujourd'hui qu'au sein des conditions de la libération du territoire assurées, la pression de l'opinion publique sur une Assemblée élue avec un mandat limité à la paix et à l'évacuation, sera telle que l'époque de la dissolution paraîtra comme nécessairement assez rapprochée.

Je vous avais annoncé la disparition d'une feuille législatrice de province, la *Gazette de l'Ouest*; elle annonce qu'elle se fonde avec l'*Esperance du Peuple*.

Les nouvelles qui viennent de province font connaître que dans un très-grand nombre de chefs-lieux ou de localités importantes on se prépare à fêter le 14 juillet par un banquet, ainsi qu'on va le faire à La Ferté-sous-Jouarre. Ce qui sera d'une utilité plus pratique, c'est que les rapports des communes ou, par décision municipale, l'instruction obligatoire a été décidée, font connaître que les enfants vagabonds ont absolument disparu.

La Société Générale algérienne vient d'ordonner les travaux pour la ligne de chemin de fer de Bône à Tebessa par Guelma.

Les journaux du matin ont donné l'issue du duel de M. Cavalier et de M. Ordinaire; le député démocrate a été blessé à la poitrine. Bien que la nuit ait été assez désagréable, il ne paraît pas que la blessure puisse avoir de suites graves.

(Correspond. particulière de l'Indépendance.)

Versailles, 2 juillet.
Si vous n'avez pas de nouvelles des bureaux aujourd'hui, prenez-vous en à M. Baze. M. Baze a un accès. En conséquence, porte barrée et par suite une foule d'empêchements, de difficultés, d'impossibilités à toutes choses.

Je laisse donc les bureaux dont je vous enverrai les résultats si je puis les avoir avant l'heure du poste.

En attendant, du sens des conversations politiques d'hier au soir et de ce matin, il apparaît deux choses: 1° que le projet de traité sera adopté; on n'en est pas content, mais on comprend qu'on n'a pas pu sans doute obtenir autre chose; 2° que, pour la question des matières premières, elle est indéfinie. Le sentiment de l'Assemblée est contraire, mais M. Thiers, en parvenant à intéresser la politique dans la question et à faire du libre échange la chose bonapartiste, peut cependant emporter un vote. Cela serait bien fâcheux. La politique n'a rien à faire ici; il s'agit de savoir si l'impôt est favorable ou nuisible à notre industrie; voilà tout.

Au début de la séance, lecture d'une lettre, émanant de l'autorité militaire et demandant à la commission communication de certaines pièces nécessaires à l'instruction de la capitulation de Metz. Un membre de la commission nous a dit que la commission ne saurait communiquer des renseignements sans manquer à ceci, à cela et à d'autres choses.

«Il ne s'agit pas d'interrogatoires, dit M. de Cussy, mais de pièces.»

«Nous n'avons aucune pièce, répond M. Delol, ou, par conséquent, ne pouvons rien communiquer à personne.»

Sur quoi M. de Gavardie fait un discours qu'on n'entend pas. M. Delol réplique:

«Encore une fois, la commission n'a pas de pièces! — Que répondra-t-elle?»

Puis vient M. Thiers à la tribune pour son discours en faveur des matières premières. Il expose la question. Mon Dieu! à quel bon point répéter une fois de plus les raisons déjà données quant à la liberté de chaque nation d'imposer chez elle les choses à sa guise et selon ses intérêts? Je constate seulement que M. Thiers dit, — et c'est la loi importante: «L'Assemblée est en présence de divers intérêts destinés à se remplacer l'un l'autre. Elle adoptera celui qu'elle voudra; si elle adopte celui que je combats je ne me soumettrai pas; elle a le droit de réfléchir et de considérer, etc.»

M. Thiers entreprend ensuite de prouver que, contrairement à l'assertion de M. Rouher, les traités de 1860 nous bissent le droit d'imposer les matières premières. Il entre à l'appui dans le détail des drawbacks, des droits compensateurs, etc., et lit un passage du traité avec la Belgique, où se trouve expressément le mot de «matières.»

M. Thiers et M. Dozon sont dans la tribune de la présidence.

M. Thiers arrive à toucher, à propos du traité de commerce, la question italienne. Ce lui est l'occasion de dire, pour jeter un gâteau à droite, que la France maintiendra haut et ferme l'indépendance spirituelle du Saint-Père, et d'insinuer que, plus tard, ayant quelque chose à conclure à l'Italie, nous pourrions lui demander aussi quelque chose en échange.

Non-seulement, M. Thiers croit que l'impôt des matières premières nous rendra les 42 millions annoncés, mais encore il croit qu'une forte partie des 33 millions réservés rentrera dans les coffres du trésor, et il entre dans des détails de chiffres; il rappelle que nous n'avons pas de traité avec toutes les nations.

Pendant le discours de M. Thiers, qui parle d'une voix basse et fatiguée, l'attitude de l'Assemblée est curieuse. Grand silence, silence ordinaire de M. Thiers, mais je n'oserais dire de «grande attention.» La droite et le centre droit sont immobiles et ne donnent aucun signe quelconque, ni d'approbation, ni d'improbation; à gauche, au lieu de résignation. Ajouter-je que quelques députés arrivent, que quelques autres lisent et, enfin, que... discrètement quelques autres de députés — ce ne peuvent être que des ombres — se glissent entre les banquettes et sortent de la salle.

M. Thiers, en affirmant les droits de la France à régler sa législation commerciale, en prend occasion de quelques phrases parues sur la volonté de la France de faire respecter ses droits. Quelques applaudissements lui répondent.

Il énumère les sources diverses qui doivent donner les 42 millions immédiatement réalisables: avec les laines de l'Australie, etc., nous avons tant de millions assurés; avec les soies du Japon et de la Chine, tant de millions encore; sur les grains oléagineux, etc.

Je ne sais si vous apprendrez d'ailleurs la nouvelle qu'on se chuchote entre les bancs: M. Ordinaire, qui s'est battu hier au soir avec un rédacteur du *Patriot*, nommé, je crois, M. Cavalier, a été blessé à la poitrine d'un coup d'épée. La blessure n'est pas dangereuse pour sa vie, mais cependant ne manque pas de gravité. La cause du duel était, comme vous savez, la polémique qui s'est engagée touchant le rôle de l'armée de Garibaldi dans les Vosges. Si je suis bien informé, d'autres duels encore pourraient être amenés tant par celui-ci que par les polémiques et procès engagés.

M. Rouher était à la tribune, M. de Maleville ne voulait pas qu'on l'entendît, il faisait un bruit d'enfer; M. le duc Decaze lui fit observer qu'il fallait écouter M. Rouher sur la question économique. Réplique contre réplique... enfin des amis ont arrangé l'affaire. M. Thiers résume son discours en résumant que les 42 millions annoncés sur les matières premières seront recouvrés, tant immédiatement que dans quelques mois, après que les traités avec l'Angleterre et la Belgique auront été ou réalisés ou dénoncés; il ajoute que, pour les 33 millions réservés, on en percevra une partie et qu'enfin, pour ce qu'on ne pourra pas recouvrer, on ne saurait cependant renoncer à le réclamer: «car, en toutes choses, il faut poursuivre la libération fiscale de la France.» Cette libération, selon M. Thiers, fera notre commerce comme la loi sur la marine marchande et la surtaxe de pavillon que l'Assemblée a votée feront prospérer notre prospérité maritime. Là-dessus, protestations. M. Thiers parait se contredire, n'aurait pas, ce me semble, les affaires quant à son impôt des matières premières; car dès aujourd'hui on sait parfaitement que la loi sur la marine marchande a les plus fâcheuses conséquences; et dans certains cercles parlementaires on parle même de la faire rapporter.

M. Thiers descend enfin de la tribune à 5 heures moins 1/4. Nul applaudissement ne l'accompagne; mais l'Assemblée, longtemps maintenue à l'immobilité et au silence, se lève en masse, et tout remuant et bourdonnant, impose, de fait, une suspension de séance au président.

Je ne sais pas pourquoi, mais je ne crois pas au vote final des matières premières. La droite et le centre droit me semblent avoir pris un parti à cet égard que le consentement même de la gauche, par raison politique, à un impôt qui elle réprouve au fond, ne fera sans doute que fortifier. Tout ce que je puis vous dire c'est que le discours de M. Thiers n'a rien apporté de nouveau en fait d'arguments à l'appui de l'impôt des matières premières, et qu'après ce discours les dispositions de l'Assemblée sont les mêmes qu'avant.

M. Cordier, rapporteur de la commission des tarifs, monte à la tribune vers cinq heures; la salle est à moitié vide.

Selon M. Cordier, les matières premières qui semblent à M. le président de la république devoir être exceptées des traités et assurer le recouvrement des 40 millions actuels, trouveront moyen d'entrer chez nous par les pays qui ont des traités: les soies de Chine iront se faire moudre en Italie; les cotons arriveront par la Suisse; l'Angleterre a sept ou huit mois pour inonder notre marché, etc. La droite affecte d'écouter M. Cordier et de l'approuver.

Au reste, vous avez dû comprendre hier, au discours de M. Baragnon, que la partie de la droite qui a voté en janvier pour les matières premières, préparait son quart de conversion.

M. Cordier continue à combattre les arguments de M. Thiers; il explique que les grains oléagineux aussi échapperont aux droits et que, d'ailleurs, l'impôt rendrait ce commerce impossible à nos négociants.

M. Cordier est félicité par ses amis, à droite, quand il retourne à sa place. M. Raudot lui succède à la tribune.

C'est aussi pour combattre l'impôt: pour parler plus spécialement des laines. Il est vrai, dit-il, que les laines de la Plata peuvent nous arriver directement et que nous pouvons les frapper d'un droit. Mais il est non moins vrai que toutes les contrées de l'Europe ont avec nous des traités qui leur permettent d'entrer chez nous des laines en franchise. Est-ce que nos négociants seront assez ennemis de leurs intérêts pour acheter des laines grevées quand ils peuvent en acheter sans acquiescer de droits? Et il en est de même pour beaucoup d'autres matières. Puis, en parlant de la Suisse et de l'Italie, pensez donc à l'Allemagne, à laquelle vous avez accordé les conditions des nations les plus favorisées.

Mais que vous redirez-je? La discussion a été épuisée, quant aux arguments, en janvier dernier. J'ai même constaté l'attention et l'approbation que la droite et le centre droit accordent à M. Raudot comme à M. Cordier.

«Messieurs, dit en conclusion M. Raudot, je suis très-content que cette discussion se soit passée tranquillement, sans qu'on y mêle de la politique, car, à non sens, il n'y a pas de politique là-dessus; il y a une affaire, et une affaire très-importante pour la prospérité du pays.»

M. Raudot ajoute: «Moi je suis un homme de bonne foi et de bonne volonté; j'ai pas d'intentions secrètes, mais, je vous le dis en conscience, j'ai peur que la campagne économique qu'on nous propose ne soit aussi désastreuse pour le pays que la guerre d'Italie a été pour nous. Ah! messieurs, ne mettons pas toute l'Europe contre nous. N'oublions pas de traités... C'est bien assez de ceux qu'on nous fait faire!»

Vis applaudissements — et remise à demain de la suite de la discussion.

P.-S. — Voici les nominations des bureaux: 1er, M. Clamade, pour le traité; 2e, M. de Broglie, id.; 3e, M. de Clercq, pour les réserves et trouve que la situation mérite examen. — 4e, M. Duingen, pour: 5e, M. Buffet, plutôt pour, mais non sans réserves; 6e, M. Daru, id.; 7e, M. Costa de Beauregard, contre; 8e, M. Frenesau fait des réserves et examine; 9e, M. Duchelet, pour; 10e, M. Scherer, pour; 11e, M. Philippoteaux fait des réserves. — 12e, M. de Decazes, pour; 13e, M. Lenet, pour; 14e, M. Bonpar, contre; — 15e, M. Bardoux, pour.

(Autre correspondance.)

Versailles, 2 juillet.
Les bureaux ont nommé leurs commissaires pour l'examen du traité; généralement la droite en a combattu les dispositions par assez pures arguments, dirigés bien moins contre le traité que contre le président de la république qui l'a si habilement mené à bonne fin.

J'apprends que le gouvernement français s'occupe de réparer des baraquements dans les deux derniers départements, afin que l'armée allemande ne loge pas chez l'hôte.

M. Teisserenc de Bort est absent depuis plusieurs jours; il est retenu en province; après de son fils, assez sérieusement indisposé, et ne pourra pas, par conséquent, assister à l'inauguration de l'exposition universelle de Lyon. M. le ministre du Intérieur ira remplacer son collègue le ministre du commerce. Son départ est fixé à samedi prochain.

M. Jules Simon doit se rendre demain au sein de la commission chargée d'examiner son projet de loi sur l'instruction primaire; M. Ernoul, rapporteur, a terminé son travail.

Le ministre de l'instruction publique a donné hier une brillante soirée à Paris, en l'honneur du jury de l'exposition de peinture et des artistes.

Mme Pauline Viardot et M. Trélat ont admirablement chanté l'air de la reine de Saba, de Gounod, et une romance de M. Coquelin. M. Coquelin, M. Provost, Ponsou et Reichemborg ont joué quelques scènes de *Don Juan* et des *Femmes savantes* avec beaucoup d'entrain; M. Favart a dit avec beaucoup de chaleur et de sentiment la magnifique pièce de vers de Victor Hugo: *Stella*; on remarquait à cette soirée beaucoup de notabilités politiques: M. le ministre de l'Intérieur, M. le préfet de la Seine, M. le préfet de police; MM. E. Arago, Gené, Langlois, Tard, Carnot; les généraux Billot, Charette, Chabaud-Latour, l'amiral Jaurès, le comte Rampon, MM. Targat, Lablache, etc.; le directeur des postes; l'ambassadeur d'Angleterre, l'ambassadeur d'Autriche; le ministre de Suisse; M. Nigmet, M. Chevreuil, M. Milne-Edwards. Au milieu de la soirée, M. Jules Simon a conduit les membres du jury dans une salle où se trouvaient rangées sur une table des coupes en porcelaine de Sèvres, portant sur un de leurs bords le nom de chacun des jurés. L'administration des beaux-arts a substitué ces coupes aux rideaux peints de présence qui étaient d'ordinaire chaque année aux membres du jury. La soirée ne s'est terminée qu'à deux heures du matin.

Erratum.

Dans le texte de l'article 1er de la convention avec l'Allemagne, que nous avons publié hier, au lieu de: «des versements... qui ne pourront comprendre la somme de 42 millions...» il faut lire: «des versements qui pourront comprendre...»

Bulletin de la bourse de Paris

2 juillet. — La liquidation des valeurs se fait assez facilement; elle n'est pour rien dans le mouvement des transactions sur les valeurs françaises. La séance de la Chambre et l'emprunt sont les seuls motifs de la dépréciation que manifeste sur le 3 p. c. et sur le 5 p. c.

On devint, du reste, s'attendre à la faiblesse de nos fonds publics, après une bourse aussi hésitante que celle d'hier.

Le traité avec la Prusse est apprécié de diverses façons; il n'est pas sans provoquer des observations de détail au point de vue de l'influence financière qu'il peut exercer.

Le 3 p. c. est tenu de 53-90 à 53-75; il reste à 53-85.

Le 5 p. c. revient à 85, après 84-90.

Les primes pour fin courant sont fortes.

Les transactions sur les valeurs étrangères emprunt sont moins nombreuses, la spéculation n'étant occupée qu'à liquider les affaires engagées pendant le mois de juin.

Le 5 p. c. italien est à 69-15, sans changement. Le 3 p. c. est à 69-15, sans changement. Le 5 p. c. américain, il se fait aussi une certaine quantité de transactions sur l'extérieur d'Espagne.

En général, les valeurs étrangères sont mieux tenues que les nôtres, surtout les fonds publics qui ont une certaine valeur de spéculation. Les valeurs de l'extérieur sont mieux tenues que les nôtres, surtout les fonds publics qui ont une certaine valeur de spéculation.

Les valeurs de l'extérieur sont mieux tenues que les nôtres, surtout les fonds publics qui ont une certaine valeur de spéculation.

Les valeurs de l'extérieur sont mieux tenues que les nôtres, surtout les fonds publics qui ont une certaine valeur de spéculation.

Les valeurs de l'extérieur sont mieux tenues que les nôtres, surtout les fonds publics qui ont une certaine valeur de spéculation.

Les valeurs de l'extérieur sont mieux tenues que les nôtres, surtout les fonds publics qui ont une certaine valeur de spéculation.

Les valeurs de l'extérieur sont mieux tenues que les nôtres, surtout les fonds publics qui ont une certaine valeur de spéculation.

Les valeurs de l'extérieur sont mieux tenues que les nôtres, surtout les fonds publics qui ont une certaine valeur de spéculation.

Les valeurs de l'extérieur sont mieux tenues que les nôtres, surtout les fonds publics qui ont une certaine valeur de spéculation.

Les valeurs de l'extérieur sont mieux tenues que les nôtres, surtout les fonds publics qui ont une certaine valeur de spéculation.

Les valeurs de l'extérieur sont mieux tenues que les nôtres, surtout les fonds publics qui ont une certaine valeur de spéculation.

Les valeurs de l'extérieur sont mieux tenues que les nôtres, surtout les fonds publics qui ont une certaine valeur de spéculation.

Les valeurs de l'extérieur sont mieux tenues que les nôtres, surtout les fonds publics qui ont une certaine valeur de spéculation.

Les valeurs de l'extérieur sont mieux tenues que les nôtres, surtout les fonds publics qui ont une certaine valeur de spéculation.

Les valeurs de l'extérieur sont mieux tenues que les nôtres, surtout les fonds publics qui ont une certaine valeur de spéculation.

Les valeurs de l'extérieur sont mieux tenues que les nôtres, surtout les fonds publics qui ont une certaine valeur de spéculation.

Les valeurs de l'extérieur sont mieux tenues que les nôtres, surtout les fonds publics qui ont une certaine valeur de spéculation.

Les valeurs de l'extérieur sont mieux tenues que les nôtres, surtout les fonds publics qui ont une certaine valeur de spéculation.

Les valeurs de l'extérieur sont mieux tenues que les nôtres, surtout les fonds publics qui ont une certaine valeur de spéculation.

Les valeurs de l'extérieur sont mieux tenues que les nôtres, surtout les fonds publics qui ont une certaine valeur de spéculation.

Les valeurs de l'extérieur sont mieux tenues que les nôtres, surtout les fonds publics qui ont une certaine valeur de spéculation.

Les valeurs de l'extérieur sont mieux tenues que les nôtres, surtout les fonds publics qui ont une certaine valeur de spéculation.

Les valeurs de l'extérieur sont mieux tenues que les nôtres, surtout les fonds publics qui ont une certaine valeur de spéculation.

Les valeurs de l'extérieur sont mieux tenues que les nôtres, surtout les fonds publics qui ont une certaine valeur de spéculation.

Les valeurs de l'extérieur sont mieux tenues que les nôtres, surtout les fonds publics qui ont une certaine valeur de spéculation.

Les valeurs de l'extérieur sont mieux tenues que les nôtres, surtout les fonds publics qui ont une certaine valeur de spéculation.

Les valeurs de l'extérieur sont mieux tenues que les nôtres, surtout les fonds publics qui ont une certaine valeur de spéculation.

Les valeurs de l'extérieur sont mieux tenues que les nôtres, surtout les fonds publics qui ont une certaine valeur de spéculation.

Les valeurs de l'extérieur sont mieux tenues que les nôtres, surtout les fonds publics qui ont une certaine valeur de spéculation.

Les valeurs de l'extérieur sont mieux tenues que les nôtres, surtout les fonds publics qui ont une certaine valeur de spéculation.

Les valeurs de l'extérieur sont mieux tenues que les nôtres, surtout les fonds publics qui ont une certaine valeur de spéculation.

Les valeurs de l'extérieur sont mieux tenues que les nôtres, surtout les fonds publics qui ont une certaine valeur de spéculation.

Les valeurs de l'extérieur sont mieux tenues que les nôtres, surtout les fonds publics qui ont une certaine valeur de spéculation.

Les valeurs de l'extérieur sont mieux tenues que les nôtres, surtout les fonds publics qui ont une certaine valeur de spéculation.

Les valeurs de l'extérieur sont mieux tenues que les nôtres, surtout les fonds publics qui ont une certaine valeur de spéculation.

Les valeurs de l'extérieur sont mieux tenues que les nôtres, surtout les fonds publics qui ont une certaine valeur de spéculation.

Les valeurs de l'extérieur sont mieux tenues que les nôtres, surtout les fonds publics qui ont une certaine valeur de spéculation.

Les valeurs de l'extérieur sont mieux tenues que les nôtres, surtout les fonds publics qui ont une certaine valeur de spéculation.

sur la demande de la commission des tarifs, et, je crois aussi, de la commission du budget.

VOIX A DROITE. Parlez plus haut! on n'entend pas! (Rires et applaudissements.)

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Sur la demande de la commission des tarifs, et, je crois aussi, de la commission du budget, nous allons dresser un tableau, très-succinct, je le répète, mais qui sera certainement suffisant pour faire comprendre la question. Il est évident que pour chacun de ces articles, il faudrait désigner les lieux de provenance; mais si je vous montrais le document mensurés, vous verriez que ce serait bien long à imprimer. Nous l'avons par conséquent supprimé, mais on le demanderait; mais ce tableau qui, à mon avis, est suffisamment clair, a été tiré 500 ou 600 exemplaires, je crois, qui devaient être distribués à l'Assemblée.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Je le regrette, cette faute matérielle sera réparée; il y a trois jours au moins que le tirage est fait.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Je le regrette, cette faute matérielle sera réparée; il y a trois jours au moins que le tirage est fait.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Je le regrette, cette faute matérielle sera réparée; il y a trois jours au moins que le tirage est fait.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Je le regrette, cette faute matérielle sera réparée; il y a trois jours au moins que le tirage est fait.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Je le regrette, cette faute matérielle sera réparée; il y a trois jours au moins que le tirage est fait.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Je le regrette, cette faute matérielle sera réparée; il y a trois jours au moins que le tirage est fait.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Je le regrette, cette faute matérielle sera réparée; il y a trois jours au moins que le tirage est fait.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Je le regrette, cette faute matérielle sera réparée; il y a trois jours au moins que le tirage est fait.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Je le regrette, cette faute matérielle sera réparée; il y a trois jours au moins que le tirage est fait.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Je le regrette, cette faute matérielle sera réparée; il y a trois jours au moins que le tirage est fait.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Je le regrette, cette faute matérielle sera réparée; il y a trois jours au moins que le tirage est fait.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Je le regrette, cette faute matérielle sera réparée; il y a trois jours au moins que le tirage est fait.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Je le regrette, cette faute matérielle sera réparée; il y a trois jours au moins que le tirage est fait.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Je le regrette, cette faute matérielle sera réparée; il y a trois jours au moins que le tirage est fait.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Je le regrette, cette faute matérielle sera réparée; il y a trois jours au moins que le tirage est fait.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Je le regrette, cette faute matérielle sera réparée; il y a trois jours au moins que le tirage est fait.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Je le regrette, cette faute matérielle sera réparée; il y a trois jours au moins que le tirage est fait.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Je le regrette, cette faute matérielle sera réparée; il y a trois jours au moins que le tirage est fait.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Je le regrette, cette faute matérielle sera réparée; il y a trois jours au moins que le tirage est fait.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Je le regrette, cette faute matérielle sera réparée; il y a trois jours au moins que le tirage est fait.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Je le regrette, cette faute matérielle sera réparée; il y a trois jours au moins que le tirage est fait.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Je le regrette, cette faute matérielle sera réparée; il y a trois jours au moins que le tirage est fait.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Je le regrette, cette faute matérielle sera réparée; il y a trois jours au moins que le tirage est fait.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Je le regrette, cette faute matérielle sera réparée; il y a trois jours au moins que le tirage est fait.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Je le regrette, cette faute matérielle sera réparée; il y a trois jours au moins que le tirage est fait.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Je le regrette, cette faute matérielle sera réparée; il y a trois jours au moins que le tirage est fait.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Je le regrette, cette faute matérielle sera réparée; il y a trois jours au moins que le tirage est fait.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Je le regrette, cette faute matérielle sera réparée; il y a trois jours au moins que le tirage est fait.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Je le regrette, cette faute matérielle sera réparée; il y a trois jours au moins que le tirage est fait.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Je le regrette, cette faute matérielle sera réparée; il y a trois jours au moins que le tirage est fait.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Je le regrette, cette faute matérielle sera réparée; il y a trois jours au moins que le tirage est fait.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Je le regrette, cette faute matérielle sera réparée; il y a trois jours au moins que le tirage est fait.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Je le regrette, cette faute matérielle sera réparée; il y a trois jours au moins que le tirage est fait.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Je le regrette, cette faute matérielle sera réparée; il y a trois jours au moins que le tirage est fait.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Je le regrette, cette faute matérielle sera réparée; il y a trois jours au moins que le tirage est fait.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Je le regrette, cette faute matérielle sera réparée; il y a trois jours au moins que le tirage est fait.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Je le regrette, cette faute matérielle sera réparée; il y a trois jours au moins que le tirage est fait.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Je le regrette, cette faute matérielle sera réparée; il y a trois jours au moins que le tirage est fait.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Je le regrette, cette faute matérielle sera réparée; il y a trois jours au moins que le tirage est fait.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Je le regrette, cette faute matérielle sera réparée; il y a trois jours au moins que le tirage est fait.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Je le regrette, cette faute matérielle sera réparée; il y a trois jours au moins que le tirage est fait.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Je le regrette, cette faute matérielle sera réparée; il y a trois jours au moins que le tirage est fait.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Je le regrette, cette faute matérielle sera réparée; il y a trois jours au moins que le tirage est fait.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Je le regrette, cette faute matérielle sera réparée; il y a trois jours au moins que le tirage est fait.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Je le regrette, cette faute matérielle sera réparée; il y a trois jours au moins que le tirage est fait.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Je le regrette, cette faute matérielle sera réparée; il y a trois jours au moins que le tirage est fait.

M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. Je le regrette, cette faute matérielle sera réparée; il y a trois jours au moins que le tirage est fait.

M. ROCHER. J'ai dit, messieurs... (Le bruit continue.)

M. DE PIESSENSE. Parlez donc de vos services! VOIX DROITE. L'ordre du jour! Le traité nous débarrassera de la lecture du traité que le gouvernement doit nous communiquer aujourd'hui!

M. LE PRÉSIDENT. L'ordre à la parole, messieurs.

M. JULES FAVRE. Il n'a pas le droit de parler des services qu'il a rendus!

M. GAV

Chés étrangers.—*Marchandises diverses.*

BEAUX, 4^e juillet.—*Spiritueux:* 3/6 Langeue-degrés) fr. 68 00; de betterave (90 degrés, 0.

RE, 4^e juillet.—La semaine s'ouvre avec un peu plus animé pour les *colons*, grâce à ses petits ordres de la consommation, mais quoique généralement, un peu mieux. Tous, cependant, dans certains cas, encore des mes de faiblesse, quelques vendeurs paraissent assez désireux de réaliser. Le trésorier New-Orleans vaut environ fr. 137 à 138,

